

## Construction de logements Résultats à fin mars 2015 (Région Auvergne)

Avril 2015

### Avertissement

À compter des résultats diffusés fin février 2015, la publication «Observation et Statistiques» relative à la construction de logements évolue. De nouveaux indicateurs visant à retracer les autorisations et les mises en chantier à leur date réelle sont diffusés. Ces nouvelles séries améliorent le diagnostic conjoncturel produit à partir de la base Sit@del2, en corrigeant notamment les éventuels défauts de collecte.

Les estimations des logements autorisés en date réelle fournissent par anticipation les niveaux d'autorisation à la date de l'évènement. Les estimations de logements mis en chantier corrigent le défaut d'exhaustivité observé dans la remontée des annulations et des déclarations d'ouverture de chantier.

Les estimations s'appuient sur des méthodes statistiques et économétriques décrites dans la notice méthodologique téléchargeable sur le site du SOeS.

Au cours des douze derniers mois, 5 234 logements ont été autorisés en Auvergne, ce qui représente une baisse de 11.6 % par rapport aux douze mois précédents et un volume comparable à celui de l'année 2014 qui s'est avérée comme l'une des plus basses jamais observée. Au niveau national le nombre de logements autorisés en année mobile (363 000) fléchit de 6.9 % par rapport à l'année précédente.

Trois départements sont orientés à la baisse avec des amplitudes différentes : le Cantal connaît une chute de 30 % des autorisations de logements alors que l'Allier et le Puy-de-Dôme diminuent respectivement de 15.4 et 12.7 %. Pendant le même temps, la Haute-Loire enregistre une hausse de 9.7 %.

Le secteur de la maison individuelle avec 3 318 maisons autorisées recule de 3.9 % mais résiste mieux que le secteur collectif qui dévisse de 22.5 %.

Au cours du premier trimestre, les autorisations régionales de logements sont stables par rapport au trimestre équivalent de 2014.

Les mises en chantiers en Auvergne représentent 5 136 logements, soit une baisse de 16.7 % par rapport aux douze mois précédents. Au niveau national la diminution observée est de moindre ampleur (- 8.9 %).

Le recul des mises en chantier est important dans tous les secteurs avec une baisse des ouvertures de chantiers de maisons individuelles de 14.9 %, alors que simultanément les ouvertures de chantiers pour les appartements chutent de 19.5 %.

Tous les départements sont orientés à la baisse avec des niveaux compris entre - 10.9 % dans le Puy-de-Dôme et - 30.2 % dans l'Allier.

	Flux du mois		3 derniers mois		12 derniers mois	
	créations	créations	variation	créations	créations	variation
	mars 2015		% (1)	avril 2013 à mars 2014	avril 2014 à mars 2015	% (2)
<b>LOGEMENTS AUTORISES</b>	<b>681</b>	<b>1 681</b>	<b>-0,4%</b>	<b>5 922</b>	<b>5 234</b>	<b>-11,6%</b>
Individuel pur	258	690	-14,7%	2 983	2 870	-3,8%
Individuel groupé	46	137	-10,5%	468	448	-4,3%
Total individuel	304	827	-14,0%	3 451	3 318	-3,9%
Collectif + Résidence*	377	854	17,6%	2 471	1 916	-22,5%
<b>LOGEMENTS COMMENCES</b>	<b>447</b>	<b>1 218</b>	<b>-18,1%</b>	<b>6 165</b>	<b>5 136</b>	<b>-16,7%</b>
Individuel pur	248	697	-7,1%	3 260	2 797	-14,2%
Individuel groupé	30	105	2,9%	462	372	-19,5%
Total individuel	278	802	-5,9%	3 722	3 169	-14,9%
Collectif + Résidence*	169	416	-34,5%	2 443	1 967	-19,5%

(1) (janvier 2015 à mars 2015) / (janvier 2014 à mars 2014)  
(2) (avril 2014 à mars 2015) / (avril 2013 à mars 2014)

Source: Sit@del2 en date réelle estimée  
Unité : logement

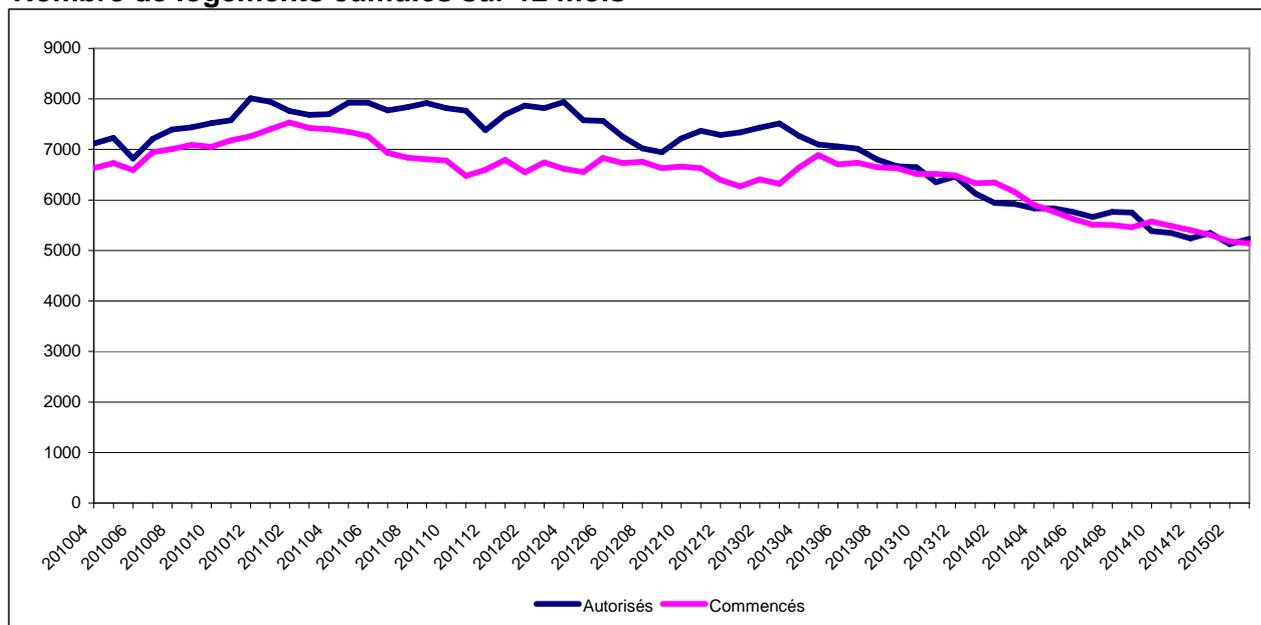
- : non significatif

Source: Sit@del2, unité logements

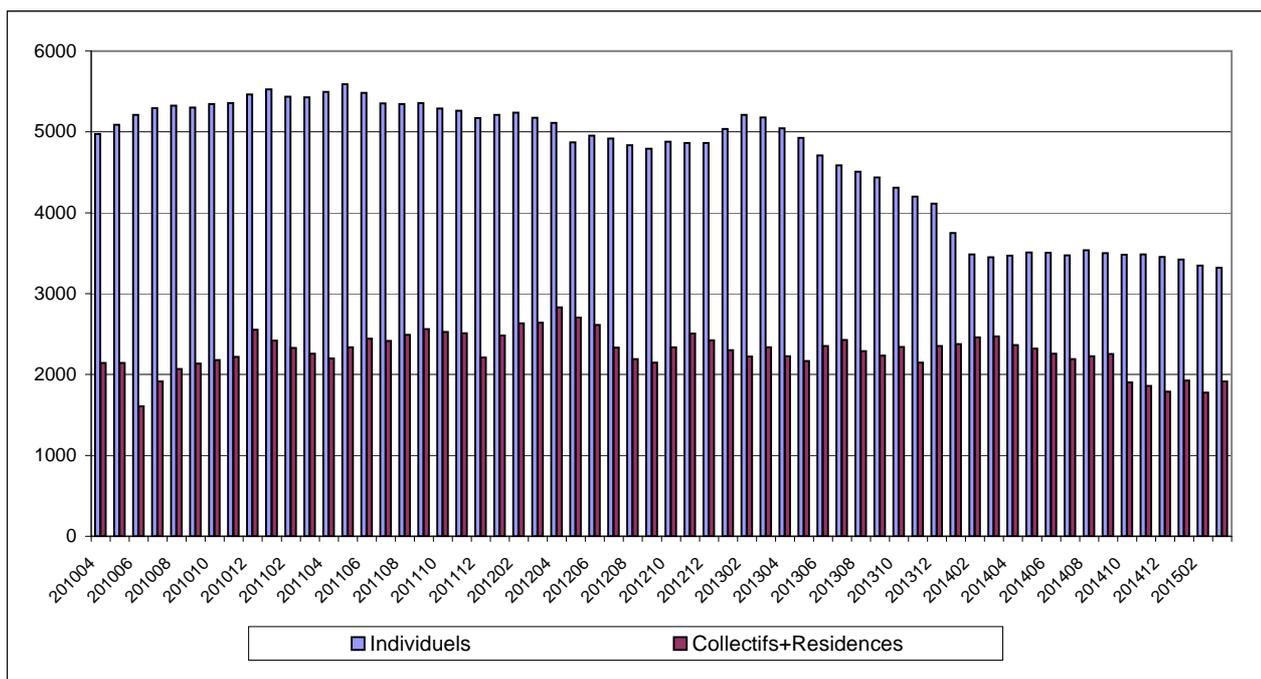
\* Logements en résidence (résidence pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc...) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte.



### Nombre de logements cumulés sur 12 mois



### Nombre de logements autorisés (individuels et collectifs+résidences) en cumul sur 12 mois



Source: Sit@del2, unité:logements

#### Note explicative

Les chiffres publiés dans ce document sont issus de la base de données Sit@del2 qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales des territoires (DDT) et par les communes instructrices. Ils sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Ces chiffres agrègent la construction neuve (bâtiment totalement nouveau) et la construction sur existant (bâtiment s'appuyant sur une partie existante comme des transformations de locaux en logements ou la construction de logement attenant au bâtiment existant, une extension, une surélévation, etc.). Les chiffres portent sur le nombre total de logements (logements ordinaires plus logements en résidence) sauf indication contraire. Au sein des logements ordinaires, on distingue les logements individuels (purs et groupés) et les logements collectifs. Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.



## LES LOGEMENTS AUTORISÉS ET COMMENCÉS

	Flux du mois	3 derniers mois	12 derniers mois			
	créations	créations	variation	créations	créations	variation
				avril 2013	avril 2014	
				à	à	
	mars 2015		% (1)	mars 2014	mars 2015	% (2)
<b>ALLIER</b>						
<b>total logements autorisés</b>	<b>55</b>	<b>137</b>	<b>-21,3%</b>	<b>755</b>	<b>639</b>	<b>-15,4%</b>
individuel	55	135	-17,7%	645	575	-10,9%
collectif + résidence	0	2	-80,0%	110	64	-41,8%
<b>total logements commencés</b>	<b>47</b>	<b>149</b>	<b>-25,9%</b>	<b>882</b>	<b>616</b>	<b>-30,2%</b>
individuel	44	132	-20,0%	728	547	-24,9%
collectif + résidence	3	17	-52,8%	154	69	-55,2%
<b>CANTAL</b>						
<b>total logements autorisés</b>	<b>38</b>	<b>100</b>	<b>-17,4%</b>	<b>620</b>	<b>434</b>	<b>-30,0%</b>
individuel	33	83	-31,4%	458	345	-24,7%
collectif + résidence	5	17	~	162	89	-45,1%
<b>total logements commencés</b>	<b>27</b>	<b>93</b>	<b>-12,3%</b>	<b>543</b>	<b>471</b>	<b>-13,3%</b>
individuel	24	84	1,2%	402	372	-7,5%
collectif + résidence	3	9	-60,9%	141	99	-29,8%
<b>HAUTE-LOIRE</b>						
<b>total logements autorisés</b>	<b>84</b>	<b>358</b>	<b>14,7%</b>	<b>852</b>	<b>935</b>	<b>9,7%</b>
individuel	43	143	-32,2%	652	594	-8,9%
collectif + résidence	41	215	112,9%	200	341	70,5%
<b>total logements commencés</b>	<b>114</b>	<b>243</b>	<b>-11,3%</b>	<b>1 104</b>	<b>811</b>	<b>-26,5%</b>
individuel	54	157	-15,6%	762	619	-18,8%
collectif + résidence	60	86	-2,3%	342	192	-43,9%
<b>PUY-DE-DOME</b>						
<b>total logements autorisés</b>	<b>504</b>	<b>1 086</b>	<b>0,5%</b>	<b>3 695</b>	<b>3 226</b>	<b>-12,7%</b>
individuel	173	466	0,0%	1 696	1 804	6,4%
collectif + résidence	331	620	0,8%	1 999	1 422	-28,9%
<b>total logements commencés</b>	<b>259</b>	<b>733</b>	<b>-19,1%</b>	<b>3 636</b>	<b>3 238</b>	<b>-10,9%</b>
individuel	156	429	2,6%	1 830	1 631	-10,9%
collectif + résidence	103	304	-37,7%	1 806	1 607	-11,0%

### FRANCE ENTIERE

<b>total logements autorisés</b>	<b>32 747</b>	<b>85 055</b>	<b>-12,5%</b>	<b>390 434</b>	<b>363 311</b>	<b>-6,9%</b>
individuel pur	9 218	27 133	-8,7%	111 248	109 659	-1,4%
individuel groupé	4 064	11 487	-5,0%	48 740	44 673	-8,3%
collectif + résidence	19 465	46 435	-16,1%	230 446	208 979	-9,3%
<b>total logements commencés</b>	<b>29 139</b>	<b>82 711</b>	<b>-8,3%</b>	<b>385 704</b>	<b>351 414</b>	<b>-8,9%</b>
individuel pur	9 319	25 756	-7,9%	117 974	102 265	-13,3%
individuel groupé	3 333	9 098	-13,9%	48 276	37 888	-21,5%
collectif + résidence	16 487	47 857	-7,3%	219 454	211 261	-3,7%

(1) (janvier 2015 à mars 2015) / (janvier 2014 à mars 2014)

(2) (avril 2014 à mars 2015) / (avril 2013 à mars 2014)

Source: Sit@del2 en date réelle estimée

~ : non significatif

### Méthodologie

Les chiffres publiés dans ce document sont issus de la base de données Sit@del2 qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire et aux mises en chantier transmises par les services instructeurs (État, collectivités territoriales).

Les estimations des logements autorisés en date réelle fournissent par anticipation les niveaux d'autorisation à la date de l'événement. Les estimations de logements mis en chantier corrigent le défaut d'exhaustivité observé dans la remontée des annulations et des déclarations d'ouverture de chantier. Les estimations s'appuient sur des méthodes statistiques et économétriques décrites dans la notice méthodologique téléchargeable sur le site du SOeS. Les estimations en date réelle pour le mois m sont disponibles à m+28 jours. Les estimations n'intègrent pas le territoire de Mayotte.

Pour en savoir plus :

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/>

# Résultats régionaux (France entière)

Nombre de logements par région à fin mars 2015 (cumul des douze derniers mois)

	Autorisés			Commencés		
	Ensemble des logements	dont logements individuels	Variation en % (1)	Ensemble des logements	dont logements individuels	Variation en % (2)
<b>France entière</b>	<b>363 300</b>	<b>154 300</b>	<b>-6,9</b>	<b>351 400</b>	<b>140 200</b>	<b>-8,9</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>347 500</b>	<b>146 400</b>	<b>-6,6</b>	<b>337 200</b>	<b>133 900</b>	<b>-8,8</b>
Alsace	12 700	3 800	32,0	11 100	3 300	16,3
Aquitaine	24 500	12 700	-14,9	24 900	11 400	-6,1
Auvergne	5 200	3 300	-11,6	5 100	3 200	-16,7
Basse-Normandie	6 600	3 800	-15,6	5 800	3 300	-22,7
Bourgogne	5 200	2 800	3,0	4 900	2 600	-21,6
Bretagne	17 500	10 500	-9,2	18 900	10 100	-11,1
Centre-Val de Loire	10 100	6 200	-7,9	10 300	5 900	-9,9
Champagne-Ardenne	4 000	2 300	-15,9	4 400	2 300	-14,2
Corse	3 700	1 700	13,2	3 200	1 500	-26,9
Franche-Comté	4 500	3 000	-11,8	3 900	2 600	-22,8
Haute-Normandie	7 900	4 500	-16,5	8 100	4 200	-11,5
Ile-de-France	59 300	9 700	-8,7	56 600	7 900	-7,8
Languedoc-Roussillon	22 200	10 200	5,5	20 100	9 100	-4,9
Limousin	2 100	1 700	-8,1	1 900	1 500	-29,6
Lorraine	8 300	4 100	-7,3	8 200	3 700	-10,9
Midi-Pyrénées	20 800	9 600	-5,7	19 500	9 300	-7,0
Nord-Pas-de-Calais	15 900	6 700	-14,0	15 700	6 700	-14,9
Pays de la Loire	22 000	11 600	5,7	22 000	10 900	-4,9
Picardie	6 500	3 600	-7,9	6 700	3 500	-8,8
Poitou-Charente	8 200	5 600	-4,3	8 300	5 700	-21,7
Provence-Alpes-Côte d'azur	34 200	11 600	-1,3	32 400	9 400	-3,6
Rhône-Alpes	46 000	17 200	-13,0	45 200	15 700	-7,4
<b>Drom (2)</b>	<b>15 800</b>	<b>8 000</b>	<b>-14,6</b>	<b>14 200</b>	<b>6 200</b>	<b>-11,2</b>

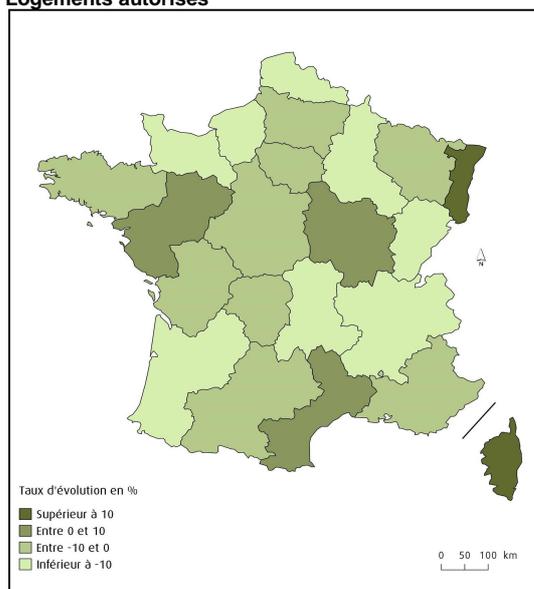
(1) Ensemble des logements : douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents.

(2) Départements et régions d'outre-mer, Mayotte non compris.

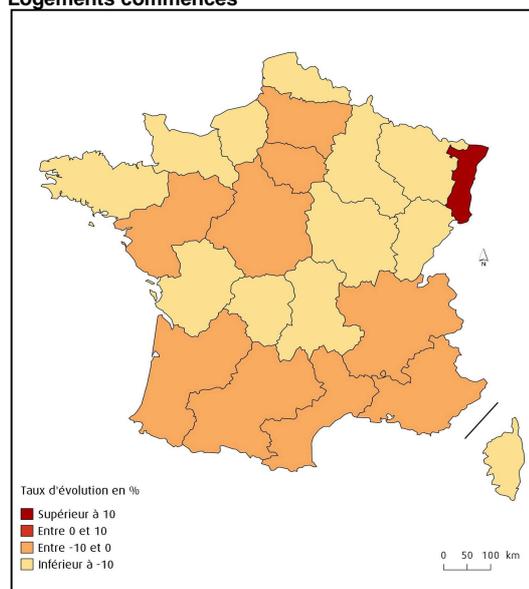
Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin mars 2015

## Évolution de logements par région métropolitaine (variation des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents)

Logements autorisés



Logements commencés



Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin mars 2015